

# L'insulte et les menaces, premiers poisons pour les enseignants

Ils ont le sentiment d'une banalisation des agressions verbales, qui constituent 70 % des violences subies

AVEC une réussite éditoriale constante, la littérature sur l'école s'est emparée de la question des élèves perturbateurs dans les collèges et lycées difficiles. Les récits sur l'univers scolaire publiés par Mara Goyet (*Collèges de France*, Gallimard) ou Nicolas Revol (*Sale prof!*, éd. Pocket) ont ainsi remporté un vif succès dans les librairies grâce à la description des rapports entre les élèves issus de quartiers populaires et leurs enseignants. Généralement très pessimistes, ces ouvrages témoignent d'un phénomène ressenti assez largement dans les établissements : l'importance des violences verbales dans la dégradation des rapports entre élèves et enseignants.

Les statistiques ne rendent qu'imparfaitement compte de cette tension. Sur les 81 000 actes de violence graves recensés lors de l'année scolaire 2003-2004 dans les collèges et lycées, les violences physiques apparaissent en effet comme les plus fréquentes (29,2 % du total des incidents recensés) devant les violences verbales (24,7 %) et les vols (10 %). Mais ces agressions physiques, les plus spectaculaires, et donc les plus répercutées dans les médias, touchent très majoritairement les élèves eux-mêmes, victimes des coups portés par leurs camarades.

Du point de vue des enseignants, ce sont en réalité les violen-

ces verbales qui sont, de très loin, les plus courantes : 70 % des incidents touchant un professeur concernent des insultes ou des menaces qui ne sont pas toujours correctement traitées dans les établissements.

Ces agressions peuvent en effet déboucher sur des sanctions plus ou moins sévères : de la simple réprimande au conseil de discipline en passant par l'heure de retenue ou l'envoi d'un rapport au chef d'établissement.

**« C'est l'accumulation d'actes, qui, isolés, seraient supportables, qui pourrait le climat », admet le ministère**

Or, ces incivilités, répétées, perturbent le déroulement des cours et sont décrites, par les enseignants, comme des facteurs d'épuisement professionnel. « C'est l'accumulation de tensions et d'actes, qui, isolés, seraient "supportables" et pourraient être maîtrisés, qui "pourrait" le climat d'un nombre limité d'établissements », note la

direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale dans sa revue *Education et formations* de décembre 2003.

Les insultes et menaces graves sont, quantitativement, concentrées dans un nombre assez réduit d'établissements. Les zones d'éducation prioritaires et les zones sensibles paraissent ainsi nettement plus touchées que les établissements classiques où les violences verbales n'atteignent pas la même intensité. Conséquence négative : cette multiplication des incidents laisse parfois aux enseignants concernés le sentiment d'une relative banalisation de l'insulte, y compris par leurs autorités de tutelle (chefs d'établissement et inspecteurs).

Comme pour l'ensemble des problèmes de violence, les insultes ont aussi une dimension saisonnière : les mois de novembre et de décembre se caractérisent par une augmentation d'environ 10 % des incidents constatés par rapport aux mois de septembre et d'octobre. La DEP parle ainsi, très officiellement, d'un effet « fin de premier trimestre » recensé chaque année dans les établissements.

La fréquence et la nature des insultes évoluent, enfin, avec l'âge des élèves. Selon les statistiques produites par la DEP, la part de ces violences verbales croît avec l'âge

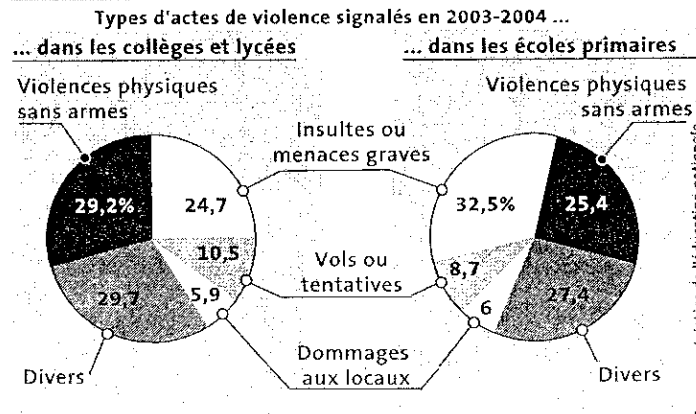
des élèves : pour les jeunes de 11 ans et moins, les menaces et insultes représentent 18 % des actes signalés ; pour les 12-14 ans, cette proportion passe à un quart ; pour les 15 ans et plus, elle passe à un tiers.

Les violences verbales ne sont pas absentes, toutefois, des écoles primaires. Mais, par rapport aux collèges et lycées, elles sont moins le fait des enfants que celui des adultes, parents ou proches des élèves, qui, non contents d'une note ou d'une quelconque décision de l'administration, menacent ou insultent les personnels. Pour ceux-là, l'éducation nationale n'a pas encore inventé de dispositif particulier.

L. Br.

*Le Monde*  
14.12.2004

## LES GARÇONS, PRINCIPAUX PERTURBATEURS



## Implication des élèves de collège dans les actes de violence en 2002-2003

	Garçons	Filles	Ensemble
11 ans ou moins	0,5%	0,05%	0,3%
De 12 à 14 ans	2,6%	0,5%	1,6%
15 ans ou plus	6,2%	1,7%	4,2%
Ensemble	2,7%	0,5%	1,6%